



PREFET DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Marseille le **29 AOUT 2013**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES
MILIEUX**

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU
Tel : 04.84.35.42.72
N° 2013-334-MED

**Arrêté portant mise en demeure à l'encontre
De la société DELTA RECYCLAGE,
située sur la commune d'Arles**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre I^{er}, et notamment l'article L.514-1 ;

Vu le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 2 août 2013 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Arles en date du 20 août 2013 ;

Considérant que la société DELTA RECYCLAGE est autorisée, par arrêté préfectoral du 29 juin 2004, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux, sur la commune d'Arles ;

Considérant que l'article 5.4 de l'arrêté précité impose à l'exploitant de réaliser une mesure de niveaux sonores de son établissement tous les trois ans, et de la transmettre à l'inspection des installations classées ;

Considérant que la dernière mesure de niveaux sonores datant du 12 janvier 2009 n'a été transmise à l'inspection des installations classées qu'en mai 2013, et qu'aucune autre étude n'a été réalisée malgré les demandes des services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

.../...

ARTICLE 1-

La société DELTA RECYCLAGE, dont le siège social est ZA rue de la libération, 34130 Lansargues, est mise en demeure de respecter dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions rappelées ci-après pour ses installations situées Zone Industriale-Portuaire d'Arles Nord, Quartier du Mas du Moulin, 13200 Arles :

- article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2004 :

« L'exploitant fera réaliser [tous les trois ans] une mesure des niveaux sonores de son établissement, en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement... Les résultats des mesures seront transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 -

Si à l'expiration des délais imposés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 -

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Marseille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 4 -

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Arles,
- Le Maire d'Arles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques, de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,

Marseille le 29 AOUT 2013

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe


Raphaëlle SIMEONI